

FAIRE AFFAIRE

avec Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Hiver 2008

FRÉGATES DE LA CLASSE HALIFAX

TRAVAUX DE MODERNISATION
TOTALISANT 3,1 G\$

Page 4





FAIRE AFFAIRE

Tout prévoir au moyen de la base de données des plans d'exposition

PAGE 9



TPSGC

Les poids lourds du ciel

Lorsque le ministère de la Défense nationale a eu besoin d'avions de transport stratégique, TPSGC lui a offert son savoir-faire en matière d'acquisition pour lui en obtenir. **7**



TPSGC

Services logistiques à l'oeuvre

L'expertise de TPSGC en matière de planification d'événements, dans le cadre du Sommet des leaders nord-américains de 2007. **12**

Vendu!

TPSGC a procédé à la cession-bail de sept immeubles à bureaux fédéraux. À la suite d'un long processus d'appel d'offres, les immeubles ont été vendus à l'entreprise canadienne Larco Investments Ltd., pour la somme de 1,41 milliard de dollars. Le gouvernement a repris à bail ces immeubles pour les prochains 25 ans. **3**

Engagement des clients : échange de pratiques exemplaires à l'échelle du gouvernement

L'équipe du Secteur de l'engagement des clients collabore avec les autres ministères et organismes pour examiner leurs processus courants d'achat de biens et de services, déterminer les points forts et les points faibles ainsi qu'échanger des pratiques exemplaires. **10**

Nouvelles mesures pour favoriser l'équité

On annonce la nomination d'un ombudsman de l'approvisionnement et l'adoption d'un Code de conduite pour l'approvisionnement. **8**

La technologie de reconnaissance vocale permet d'offrir un service de sous-titrage en français

Les Canadiens et les Canadiennes peuvent maintenant se brancher sur la période de questions au moyen des services de sous-titrage en temps réel dans les deux langues officielles. **10**

Sur la couverture

Défense nationale

MODERNISATION DES FRÉGATES DE LA CLASSE HALIFAX **4**

Les frégates des Forces canadiennes feront l'objet de travaux de modernisation importants d'ici 2017.

Faire affaire, le bulletin d'information externe de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC), appuie le rôle de fournisseur de services communs du Ministère en informant les ministères et les organismes du gouvernement du Canada, la population canadienne et toutes les autres parties intéressées sur les services, les activités, les initiatives et les projets intéressants et novateurs de TPSGC. Rédigé, conçu et publié une fois par trimestre par le Secteur des communications, il est aussi accessible en direct à l'adresse suivante : <http://www.tpsgc.gc.ca/fa>.

Si vous souhaitez recevoir **Faire affaire** régulièrement, remplissez la carte-réponse affranchie ou présentez une demande d'abonnement par Internet en consultant la page Web suivante : <http://www.tpsgc.gc.ca/fa/text/subscribe-f.html>.

Faire affaire vous invite à exprimer vos commentaires et vos suggestions d'articles, à l'adresse suivante :

Joe Boulé; rédacteur, **Faire affaire**, Secteur des communications, TPSGC, Portage III, 16A1, 11, rue Laurier, Gatineau, (Québec), K1A 0S5. Télécopieur : 819-956-0573. Courriel : questions@tpsgc.gc.ca

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux (2007) ISSN 1201-7450



Vendu!

La cession-bail de sept immeubles fédéraux n'aura pas d'incidence sur les services

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) a terminé la cession-bail de sept immeubles à bureaux du gouvernement fédéral. À la suite d'un processus étendu et concurrentiel, les immeubles ont été vendus à Larco Investments Ltd., une société appartenant à des intérêts canadiens, pour un montant de 1,41 milliard de dollars et loués au gouvernement du Canada pour les 25 prochaines années.

« Cette transaction a été minutieusement élaborée pour protéger les contribuables et offrir au gouvernement la valeur la plus importante », a déclaré le ministre Fortier. « En fait, pour la toute première fois, la vérificatrice générale du Canada aura accès aux états financiers portant sur les immeubles de l'un des propriétaires du gouvernement, ce qui rehaussera le degré de transparence des activités de location du gouvernement. »

Les immeubles à bureaux se trouvent à Edmonton, Calgary, Toronto, Ottawa et Montréal. La vente finale a été conclue le 31 octobre.

Les Canadiens continueront d'avoir accès aux programmes et services fédéraux comme auparavant dans le cadre de la nouvelle entente de propriété. Le gouvernement continuera d'utiliser les immeubles et de les nommer, ainsi que d'y faire flotter le drapeau canadien. Les baux que signe TPSGC avec Larco assureront l'entretien des immeubles et le respect de toutes les normes fédérales en matière de santé et de sécurité, d'environnement et d'accessibilité ainsi que d'autres normes.

Les ministères continueront de travailler avec leur relationniste-conseil ou tout autre responsable de la Direction générale des biens immobiliers pour aborder des questions comme l'aménagement des locaux et les besoins futurs en locaux. Les clients continueront de téléphoner au Centre national d'appels de service pour régler toute question concernant le chauffage, l'éclairage et la plomberie. La restauration, le réaménagement des locaux et d'autres projets en cours ou prévus en ce qui a trait aux immeubles se poursuivront. **FA**

Pour obtenir plus de renseignements sur la cession-bail des immeubles, veuillez consulter le site Web de TPSGC à l'adresse suivante : www.tpsgc.gc.ca/services/initiative-fra.html.

FA EXPRESS

Faire affaire express est un bulletin électronique conçu pour vous tenir au courant des nouvelles activités, des nouveaux outils et des nouveaux services de TPSGC. Pour recevoir le bulletin *Faire affaire express*, envoyez votre nom et votre adresse de courriel à question@tpsgc.gc.ca

Voici quelques faits saillants des numéros récents :

Notre nouveau site Web

Nous avons mis à jour les principales sections du site Internet de TPSGC, www.tpsgc.gc.ca. À la suite de nos changements, plusieurs de nos adresses URL ont changé. Si vous avez des liens ou des signets pour toute page transformée sur notre site, vous devrez les mettre à jour.

Le mobilier de bureau écologique pour épargner de l'argent et préserver l'environnement

Dans l'achat de mobilier de bureau, votre ministère ou organisme peut maintenant réaliser des économies et contribuer du même coup à la protection de l'environnement. TPSGC a récemment attribué des offres à commandes à trois entreprises canadiennes qui seront chargées de fournir au gouvernement du mobilier de bureau remis à neuf.

D'une valeur combinée de 600 000 \$, les offres à commandes seront en vigueur pour deux ans et s'appliqueront au Secteur de la capitale nationale et aux régions de l'Ontario et du Québec. Les commandes subséquentes individuelles ne doivent pas dépasser 25 000 \$, frais d'installation et de transport, TPS et TVH inclus.

D'autres renseignements sont fournis sur le site Web des Achats écologiques. www.tpsgc.gc.ca/greening/text/proc-f.html

Les offres à commandes pour la gestion d'événements = économie de temps et d'argent

Les ministères et les organismes peuvent maintenant acheter à un coût moindre des services de gestion d'événements spéciaux, comme des services de planification, de location de matériel audiovisuel, de traduction et de location de mobilier.

Les offres à commandes englobent les exigences relatives aux événements de moins de 100 000 \$. Les exigences relatives aux événements de plus de 100 000 \$ doivent faire l'objet d'un appel d'offres qui sera affiché sur MERX, le service électronique d'appels d'offres du gouvernement.

Pour plus de renseignements, veuillez communiquer avec Robert Pelot, par téléphone, au 613-990-6842, ou par courriel, à l'adresse suivante : Robert.Pelot@tpsgc.gc.ca

Les services partagés de TI – L'excellence avant tout

Six ministères et organismes, y compris TPSGC lui-même, sont les premiers à participer à l'initiative des services partagés de technologie de l'information (TI). Cette initiative permettra d'obtenir des services simplifiés, plus efficaces et plus rentables pour le gouvernement du Canada et les contribuables canadiens.

Les préparatifs importants entrepris pour assurer le passage de ces ministères au modèle des services partagés sont presque terminés et la phase de transition est en cours.

D'autres détails à l'adresse : <http://publiservice.tpsgc.gc.ca/its/text/index-f.html>. (Les employés du gouvernement fédéral seulement ont accès à ce site Web.) **FA**



Le NCSM Ottawa près du USS Boxer.

Modernisation des frégates de la classe Halifax

Les frégates des Forces canadiennes feront l'objet de travaux de modernisation importants d'ici 2017

Dans le cadre d'une initiative menée conjointement par TPSGC et le ministère de la Défense nationale, les navires seront munis de nouvelles salles des opérations, de nouveaux ensembles de radars et de différents systèmes de communications, de contrôle et de guerre.

Les améliorations font partie d'un projet de modernisation d'une valeur de 3,1 milliards de dollars qui devrait commencer en 2010. Depuis 2005, TPSGC participe à la planification, à la préparation et à la coordination du processus contractuel.

Le Ministère a tenu plusieurs assemblées publiques avec d'éventuels soumissionnaires pour leur fournir des renseignements au sujet des exigences des contrats. Nous avons aussi retenu les services d'un surveillant de l'équité qui veillera au processus d'embauche et qui a consulté le secteur industriel en vue d'élaborer une demande d'expression d'intérêt et de qualification rigoureuse pour chaque

contrat. Toute information liée aux consultations a été affichée en ligne, ainsi que les réponses aux questions les plus fréquemment posées.

Terry Williston, directeur général, Secteur des systèmes terrestres, aérospatiaux et maritimes et des grands projets de TPSGC, déclare ce qui suit : « Nous élaborons nos politiques de manière à nous assurer que tous les fournisseurs ont l'occasion de présenter une soumission ».

« Tous les fournisseurs canadiens, y compris les petites et moyennes entreprises ainsi que les fournisseurs autochtones, auront l'occasion de participer aux marchés publics ».

M. Williston explique que, pendant plus de 18 mois, des groupes de travail comprenant des représentants du gouvernement et de l'industrie se sont penchés sur la partie de carénage du projet et de l'intégration de systèmes de combat.

« Le but n'était pas seulement d'obtenir des commentaires de l'industrie, mais aussi de renforcer les relations de travail entre le bureau de gestion du projet et les industries de la marine et de la défense du Canada ».

Nous élaborons nos politiques de manière à nous assurer que tous les fournisseurs ont l'occasion de présenter une soumission

Cinq principaux éléments du contrat ont été attribués, ou le seront, à des fournisseurs canadiens qualifiés :

- Deux contrats de carénage multi-navires, d'une valeur totale de 760 millions de dollars, seront attribués en 2008. Le carénage des navires se fera de janvier 2010 à juin 2017.

- Un contrat d'intégration de systèmes de combat, d'une valeur de 1,1 milliard de dollars. Une demande de propositions sera envoyée aux entreprises intéressées au début de 2008 et il est prévu qu'un contrat sera attribué à l'automne 2008.
- Il est prévu qu'un contrat de soutien en service des systèmes de commande et de contrôle, d'une valeur de 300 millions de dollars, sera attribué à l'automne 2008.
- Un contrat de services d'agent de conception des systèmes de plateforme, d'une valeur de 150 millions de dollars, a été attribué à Fleetway Inc. en octobre 2006.

Les frégates sont en service depuis seize ans et elles ont été conçues initialement pour exécuter des missions de guerre en haute mer.

Le projet de modernisation des frégates de la classe Halifax permettra de doter les navires de capacités améliorées pour composer avec de nouvelles menaces et des environnements opérationnels en évolution. **FA**

CLASSE HALIFAX



VUE D'ENSEMBLE

Premier d'une éventuelle série de douze frégates porte-hélicoptères de conception canadienne, ce navire allie les capacités traditionnelles de lutte anti-sous-marin du Canada et les systèmes de lutte contre les menaces à la surface et dans les airs. Bien équilibrés et polyvalents, les navires de la classe HALIFAX sont la pierre angulaire des groupes opérationnels de la Marine canadienne. Ils ont été mis en service entre 1992 et 1996.

Données techniques :

Type : Frégate de patrouille équipées de missiles guidés
Déplacement : 4 770 tonnes (pleine charge)
Longueur : 134,1 mètres
Moteurs : Diesel-électrique, à deux arbres: Propulsion principale: 2 turbines à gaz General Electric LM 2500 produisant 47 500 chevaux-vapeur sur l'arbre. Moteur de croisière: 1 moteur diesel Pielstick de 20 cylindres produisant 8 800 ch.
Vitesse: 29 noeuds et plus



Une opératrice d'équipement d'information de combat surveille un des nombreux détecteurs du NCSM Winnipeg, dans la salle des opérations du navire.

TPSGC **peut** aider

Votre ministère ou organisme reçoit-il des demandes...

Venant de petites entreprises qui veulent savoir comment faire affaire avec le gouvernement fédéral?

Le Bureau des petites et moyennes entreprises aide les petites entreprises à explorer le système d'approvisionnement et les travaux du gouvernement en vue de leur assurer un traitement équitable.

www.tpsgc.gc.ca/acquisitions/text/sme/sme-f.html
1 800 811-1148

Sur la façon dont le gouvernement se procure ses produits et services?

Le portail en ligne Accès entreprises Canada donne des renseignements de base sur la façon dont le gouvernement achète ses produits et services, sur les personnes-ressources ainsi que sur la façon dont les entreprises peuvent trouver des possibilités d'affaires.

www.contratscanada.gc.ca
1 800 811-1148

Sur la publication des marchés du gouvernement?

MERX est un outil de recherche facile et efficace contenant les offres du gouvernement et permettant aux entreprises d'explorer une large gamme de marchés et de présenter des soumissions.

www.merx.com



Les poids lourds du ciel

Les Forces canadiennes reçoivent les nouveaux avions C-17



TPSGC

Lorsque le ministère de la Défense nationale (MDN) a eu besoin d'avions de transport stratégique, TPSGC lui a offert son savoir-faire en matière d'acquisition pour lui en obtenir.

Les Forces canadiennes voulaient avoir à leur disposition, de façon fiable et en temps opportun, des avions pouvant transporter beaucoup de matériel, de fournitures et de personnel, et ce, sans devoir compter sur leurs alliés ou des entrepreneurs.

TPSGC et le MDN ont donc travaillé ensemble pour acquérir quatre avions qui répondaient à ce besoin. Le premier a été livré en août, tandis que le deuxième est arrivé en octobre à son nouveau lieu d'attache, la base des Forces canadiennes de Trenton. Les deux autres avions seront livrés d'ici le printemps 2008.

Le processus d'appel d'offres a fait l'objet d'une gestion ouverte et transparente qui a permis d'optimiser les ressources publiques. TPSGC a eu recours à ce processus pour déterminer tous les produits et services que le marché offrait relativement aux besoins des Forces canadiennes.

Puis, le Ministère a attribué le contrat à la société Boeing, en vue d'acquérir quatre avions de transport stratégique C-17 Globemaster III. Le projet comporte également un accord distinct avec les forces

aériennes des États-Unis pour la fourniture de moteurs, d'autres équipements et d'un soutien en service durant une période initiale de cinq ans.

L'usine de Boeing située à Long Beach, en Californie, peut construire 15 avions chaque année. En général, la commande d'un C-17 comporte un délai de livraison allant de 24 à 36 mois. Or, le Canada a pu obtenir son premier C-17 (désigné officiellement le CC-177 au Canada) en moins de sept mois.

Pour ce faire, TPSGC et le MDN se sont entendus avec les forces aériennes des États-Unis pour obtenir les appareils C-17 qui devaient être livrés à l'armée américaine.

« Il a fallu réunir de nombreuses conditions pour assurer la livraison du premier C-17 dans un délai serré », indique Marie-Hélène Roberge, gestionnaire, Projet de transport aérien. TPSGC a collaboré étroitement avec le MDN, Boeing et les forces aériennes des États-Unis pour passer les contrats nécessaires et faire approuver les projets dans le cadre des processus prévus à cette fin, en vue d'assurer la livraison rapide de l'avion.

Le C-17 est un avion de transport militaire quadrimoteur d'une longueur de plus de 53 mètres et d'une envergure d'aile de presque 52 mètres.



Le processus d'acquisition

Connaître les besoins du client

Un comité interministériel dont TPSGC fait partie analyse et confirme les besoins d'un ministère client.

Connaître le marché et les politiques

Le comité détermine le potentiel du marché ainsi que les politiques et les accords commerciaux dont il faut tenir compte.

Optimiser les ressources

Il s'agit de déterminer comment le gouvernement obtiendra le meilleur rapport qualité-prix (par exemple, par appel d'offres ou attribution d'un contrat à fournisseur unique) en se fondant sur les spécifications et les circonstances.

Faire une recommandation

Le comité formule une recommandation et la soumet à l'approbation du Cabinet, s'il y a lieu.

Obtenir l'approbation

Lorsque le Cabinet a approuvé la recommandation après examen, le projet et les dépenses s'y rattachant sont soumis à l'approbation du Conseil du Trésor.

Mener à bien le projet

TPSGC met en oeuvre la stratégie d'acquisition approuvée.

» Ils peuvent transporter de l'équipement de combat surdimensionné partout dans le monde, entre autres pour nos troupes en Afghanistan. Ils peuvent aussi décoller et atterrir sur de courtes pistes sans revêtement et larguer du personnel et de l'équipement, offrant ainsi à l'armée la souplesse dont elle a besoin.

Les nouveaux avions ont une capacité de charge six fois plus grande que celle des vieux appareils de travail des Forces canadiennes, le Hercules CC-130. À vitesse de croisière, ils font plus de 900 kilomètres à l'heure.

« L'intérieur de l'avion est une énorme caverne », affirme Alain Bédard, directeur par intérim du projet de transport aérien pour TPSGC.

« Deux autocars pourraient facilement y entrer. »



TPSGC

L'aéronef Globemaster III (CC-177) du gouvernement du Canada.

Son fuselage gigantesque d'une hauteur de quatre mètres peut contenir une cargaison d'au plus 76 657 kilogrammes, y compris des véhicules et 192 passagers.

Le premier appareil C-17 a déjà servi. Lorsque l'ouragan Dean a frappé la Jamaïque plus tôt cette année, l'avion a livré 30 tonnes métriques de fournitures

de secours d'urgence qui comprenaient, entre autres, des bâches, des jerricanes et des seaux. Si la population canadienne ou un autre pays vivait une situation d'urgence, les appareils C-17 pourraient également assurer la livraison de génératrices, d'équipement d'épuration de l'eau, de fournitures médicales et de vivres, entre autres exemples. En outre, l'Équipe d'intervention en cas de catastrophe des Forces canadiennes utilisera l'avion pour déployer plus rapidement des troupes et de l'équipement, en vue d'alléger les souffrances dans les parties du monde aux prises avec une crise humanitaire découlant d'une catastrophe naturelle.

De plus, les avions permettront d'assurer rapidement le transport stratégique de troupes et de cargaisons. **FA**

De nouvelles mesures pour favoriser l'équité

Annonce de l'ombudsman de l'approvisionnement et du Code de conduite

Le premier ombudsman de l'approvisionnement du gouvernement du Canada a été nommé en septembre. Le ministre de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC), Michael M Fortier, et le président du Conseil du Trésor, Vic Toews, ont annoncé que Shahid Minto assumerait le rôle d'ombudsman de l'approvisionnement désigné.

M. Minto est un comptable agréé qui possède une maîtrise en science politique et un diplôme en droit. Il compte 30 années d'expérience à la fonction publique et a occupé divers postes de direction.

Dans le cadre de ses nouvelles fonctions à titre d'ombudsman de l'approvisionnement, M. Minto présentera un rapport annuel au ministre de TPSGC. Ses fonctions comprendront entre autres les suivantes :

- examiner les pratiques d'approvisionnement pangouvernementales et formuler des recommandations à des fins d'amélioration;
- gérer les plaintes formulées par des fournisseurs possibles et le public

canadien qui concernent l'administration des contrats;

- établir des processus de règlement des différends contractuels.

Le Code est une mesure importante qui permet de renforcer la relation entre le gouvernement et le secteur privé

« Le travail de M. Minto permettra d'améliorer les pratiques d'approvisionnement dans l'ensemble du gouvernement en assurant le respect des normes les plus élevées en matière de conduite éthique. Cela permettra d'augmenter la confiance de la population canadienne dans la responsabilité et la transparence des activités d'approvisionnement du gouvernement du Canada », a déclaré le ministre Fortier.

Le travail indépendant de M. Minto complétera les mandats d'autres organismes chargés d'examiner les

marchés publics, comme le Bureau du vérificateur général et le Tribunal canadien du commerce extérieur.

Son poste a été créé dans le cadre de la *Loi fédérale sur la responsabilité*, dans laquelle le gouvernement du Canada s'engage à aider à renforcer la responsabilité et à accroître la transparence et la surveillance des opérations gouvernementales.

La nomination de l'ombudsman de l'approvisionnement a été annoncée en même temps que la publication d'un Code de conduite pour l'approvisionnement. Élaboré en consultation avec les agents des marchés publics, les fournisseurs et le grand public, ce document énonce les principales responsabilités et obligations des fonctionnaires et des fournisseurs. Il s'assure également que les fonctionnaires et les fournisseurs travaillent à partir des mêmes normes et des mêmes engagements en ce qui a trait aux marchés publics.

« Le Code est une mesure importante qui permet de renforcer la relation entre le gouvernement et le secteur privé », a indiqué le ministre Fortier. **FA**

Pour obtenir plus de renseignements au sujet du Code de conduite pour l'approvisionnement, veuillez consulter le site Web suivant : www.tpsgc.gc.ca/acquisitions/text/cndt-cndct/tdm-toc-f.html

Vous pouvez communiquer avec l'ombudsman de l'approvisionnement du Canada au numéro 819-956-7862.

Tout prévoir au moyen de la base de données des plans d'exposition



TPSGC

La tournée du Pavillon du Canada permet d'offrir à la population canadienne des renseignements sur les programmes et les services du gouvernement.

La Base de données des plans d'exposition aide les ministères et les organismes à planifier

L'union fait la force. Voilà le principe sur lequel est fondée la Base de données des plans d'exposition, qui permet aux ministères et aux organismes du gouvernement du Canada de planifier collectivement des expositions à différents événements qui ont lieu au Canada.

Dans le cadre du Programme des expositions du gouvernement du Canada, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) coordonne la base de données, qui est fondée sur l'idée qu'un groupe d'exposants sous une bannière commune attire plus l'attention et fait très bonne impression.

La base de données en ligne comprend des renseignements sur plus de 3 200 événements et salons professionnels auxquels les ministères et les organismes peuvent s'inscrire pour promouvoir leurs services et leurs programmes.

Les expositions, en plus de fournir à la population canadienne des renseignements

sur les programmes et les services du gouvernement, permettent une interaction directe entre les fonctionnaires et le public.

La base de données permet aux utilisateurs de chercher des événements par industrie, par lieu et par date. Elle leur permet aussi d'inscrire des événements et de vérifier quels ministères prévoient de participer à quels événements.

En outre, la base de données permet aux institutions gouvernementales de gagner du temps et de faire des économies en maximisant l'efficacité des expositions.

Selon Denise Collins, directrice par intérim, Programme des expositions du gouvernement du Canada, « les exposants du gouvernement du Canada peuvent utiliser Expo.gc.ca à plusieurs fins ».

« C'est un outil de planification formidable pour nous tous. Cependant, la base de données compte beaucoup sur les commentaires de tous les ministères et les

organismes qui participent aux événements du gouvernement du Canada pour maintenir l'exactitude et la pertinence de chaque événement. »

Après avoir fureté dans la liste des événements, les utilisateurs peuvent inscrire leur organisation aux événements qui les intéressent, même de manière provisoire.

Chaque événement a sa propre date d'échéance pour l'inscription et les organisateurs de programmes s'entendent pour dire que les inscriptions pour les événements populaires se font rapidement. Entre trois et douze ministères peuvent exposer à un seul événement, tout dépendant de l'espace disponible.

Déterminer à l'avance quels établissements prévoient de participer à un événement permet à TPSGC de veiller aux arrangements nécessaires pour le partage d'espace et de matériel de la façon la plus rentable.

« Lorsque nous savons exactement qui veut exposer et quel matériel est requis, il nous est plus facile de s'occuper de la logistique et de prévoir le meilleur usage des composantes de l'exposition. Nous pouvons ainsi réduire certains des coûts et des délais associés à la planification d'une exposition individuelle », indique Susie Roussel, gestionnaire du programme par intérim.

Le Programme des expositions coordonne la participation interministérielle au pays, ce qui appuie l'exigence d'une politique selon laquelle les institutions gouvernementales doivent fournir des renseignements sur leurs projets d'expositions, partager un espace commun, veiller à la cohérence de leur présence et promouvoir des thèmes et des messages communs du gouvernement à la population canadienne.

On procède actuellement à un examen complet de la base de données pour lui donner une apparence conviviale. La nouvelle version, qui est attendue à la fin de l'hiver 2008, générera des rapports en plusieurs formats, comme Excel et PDF. Les ministères et les organismes pourront aussi mieux gérer les données sur leurs expositions, y compris le nombre d'employés, la superficie et le matériel nécessaire. **FA**

Pour obtenir plus de renseignements sur le Programme des expositions du gouvernement du Canada et sa base de données en ligne, envoyez un courriel à l'adresse électronique exhibitions.expositions@tpsgc.gc.ca ou consultez le site Web suivant : www.expo.gc.ca

Nouvelle technologie permettant d'offrir un service de sous-titrage en français

La période de question, au moyen des services de sous-titrage en temps réel, est maintenant disponible dans les deux langues officielles

Les Canadiennes et les Canadiens qui sont sourds ou malentendants peuvent maintenant voir la période des questions sous-titrée en français en direct.

Depuis 1991, la Chambre des communes fournit le sous-titrage anglais en direct par sténotypie et l'interprétation gestuelle en Langue des signes québécoise de la période des questions sur la Chaîne d'affaires publiques par câble (CPAC). Mais, en raison d'un manque de sténotypistes francophones, une autre solution était nécessaire pour permettre de fournir le même niveau de service en français.

En 2005, la Chambre des communes et le Bureau de la traduction de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) ont évalué et mis à l'essai de nouvelles technologies permettant de pallier ce manque.

Pour assurer le nouveau service de sous-titrage en français, le système de reconnaissance vocale développé par le Centre de recherche informatique de Montréal (CRIM) a été sélectionné.

Étant donné le nombre de voix différentes à la Chambre des communes et la nature de la programmation en direct, un éditeur de sous-titres, qu'on appelle un sous-titreur vocal, répète en français ce que disent les parlementaires ou les interprètes. Un logiciel convertit phonétiquement les paroles du sous-titreur vocal et les transcrit en temps réel.

En quelques secondes, les utilisateurs voient défiler les propos des parlementaires sur leur écran de télévision.

Selon les membres du groupe témoin qui ont participé à l'évaluation de cette nouvelle technologie, ce projet ouvre la porte du Parlement pour toutes les Canadiennes et tous les Canadiens qui sont sourds ou malentendants, en pleine reconnaissance de leur qualité de citoyennes et de citoyens.

Avec l'ajout de ce nouveau service, la Chambre des communes devient la première institution au pays à diffuser les débats parlementaires en direct et simultanément dans les deux langues officielles, et compte parmi les premières institutions parlementaires au monde à utiliser la reconnaissance vocale à distance et en direct pour le sous-titrage de ses délibérations. **FA**

Saviez-vous?

Environ trois millions de Canadiennes et de Canadiens sont atteints de surdité, ont un problème d'audition ou connaissent une perte d'audition.



Le Dr Ivan P. Fellegi discute de pratiques exemplaires pour

Dans le cadre des efforts que TPSGC déploie pour aider le gouvernement du Canada à améliorer ses pratiques d'achat, l'équipe du Ministère chargée de l'engagement des clients collabore avec d'autres ministères et organismes, afin d'examiner la façon dont ils acquièrent des biens et des services à l'heure actuelle, de cerner leurs points forts à cet égard, de déterminer les améliorations à apporter et d'échanger les pratiques exemplaires pertinentes.

Selon Desmond Gray, directeur par intérim de la Direction de la gestion de compte d'approvisionnement, tous ces efforts visent essentiellement à « veiller à ce que les achats soient faits de façon coordonnée, intégrée et stratégique à la grandeur du gouvernement ».

Statistique Canada est l'une des premières organisations auxquelles TPSGC s'est adressé. Bien que l'organisme ait déjà mis en place d'excellentes pratiques d'achat, TPSGC a examiné les dépenses courantes afin de trouver d'autres améliorations à apporter.

Statistique Canada figure parmi les chefs de file du gouvernement qui ont réalisé des économies en centralisant et en coordonnant leurs achats en grande quantité. « Une meilleure formation, une meilleure planification et un service obligatoire centralisé nous ont permis d'acheter de grandes quantités et ainsi d'économiser », indique M. Ivan P. Fellegi, statisticien en chef du Canada et premier dirigeant de Statistique Canada.

Statistique Canada a pu obtenir d'excellents prix parce qu'il a su tirer pleinement parti des achats en grande quantité. Mais pour ce faire, il a dû d'abord commencer par inclure les achats dans ses plans d'affaires de base.

« Nous en tenons compte dans notre processus de planification. Les

ation des achats à la grandeur du gouvernement



les achats de Statistique Canada.

achats n'ont pas lieu périodiquement par l'annonce des projets de marché et l'achat d'articles. Pour les réaliser, nous nous fondons sur notre plan d'affaires. Nous avons un processus de planification très intégré à partir duquel nous établissons tous nos plans – opérations, finances, renouvellement du personnel, développement et achats. Nous fonctionnons de cette façon. »

Il en résulte des économies importantes. Statistique Canada a obtenu ses ordinateurs de bureau à un très bon prix. Pour ce faire, Statistique Canada a acheté une grande quantité tout en négociant le remplacement régulier des appareils ou un plan de mise à niveau avec le fournisseur.

« Nous en sommes capables en raison de la quantité », indique M. Fellegi. « Les fournisseurs ne peuvent pas prévoir si un ministère compte acheter un ou cinq ordinateurs dans le cadre d'une offre à commandes. Quant à nous, lorsque nous passons une commande subséquente, nous voulons des centaines d'ordinateurs. »

Selon M. Gray, ce type d'achat judicieux montre le potentiel d'économies de l'achat en grande quantité. « Il existe des occasions exceptionnelles de regrouper les achats à la grandeur du gouvernement. Les centaines d'ordinateurs acquis par Statistique Canada pourraient faire partie d'un achat gouvernemental plus important de milliers d'appareils; or, plus la quantité augmente, plus le coût diminue. »

Citons également en exemple la pratique d'achat de Statistique Canada pour les logiciels. Statistique Canada a uniformisé les logiciels offerts dans les ordinateurs de bureau de tous ses employés. De plus, tous les achats de logiciels, même les commandes relativement modestes, doivent passer par le service d'approvisionnement central de Statistique Canada.

Selon M. Fellegi, les économies réalisées ne se limitent pas qu'au coût du logiciel. « Les économies les plus importantes ne sont pas nécessairement réalisées sur le coût du logiciel, mais plutôt parce que tout le monde utilise le même logiciel. Ainsi, les employés qui changent d'organisation n'ont pas à s'adapter à un nouvel environnement logiciel, ce qui facilite les choses. »

Il y a aussi d'autres avantages résiduels plus difficiles à cerner, mais qui, à la longue, permettent bel et bien d'économiser temps et argent : la réduction des coûts liés à l'assistance logicielle et à l'obtention des licences, la diminution du nombre d'appels logés au service de dépannage, ainsi que la continuité de la productivité grâce à la compatibilité des données et des fichiers qui en permet l'échange entre collègues.

Il est indéniable que Statistique Canada appuie pleinement les principes qui sous-tendent la réforme des achats de TPSGC. Cela dit, une grande partie de ce que M. Fellegi a décrit ne se résume pas qu'à de bonnes pratiques d'achat, mais englobe aussi les théories de la gestion d'une organisation efficace. Le mot « culture » revient souvent.

« Nous ne sommes pas habitués à organiser le travail en entités autonomes. Aucune de nos activités n'est, à ce que je sache, menée ou planifiée de cette façon. Plutôt, nous mettons en place des centres fonctionnels qui offrent des services et une expertise aux divisions responsables des projets. Nous avons l'habitude d'obtenir de bons conseils d'experts à cet égard. »

Statistique Canada a une culture qui consiste, entre autres, à assurer la polyvalence de ses employés en leur offrant de nombreuses occasions de se perfectionner, grâce à des affectations dans différentes divisions, ainsi qu'à mettre au défi ses dirigeants de libérer des ressources pour les réinvestir dans de nouvelles idées. Cette culture est aujourd'hui admirée partout dans le monde.

« Nous essayons constamment de mieux faire les choses et procédons régulièrement à des évaluations en profondeur », explique M. Fellegi. « Mais un tel processus ne se produit pas tout seul. Nous devons l'initier et l'appliquer de façon continue tout en nous demandant si nous avons amélioré tout ce qu'il y avait à améliorer. »

Statistique Canada continue de contribuer activement à la réalisation des économies en partageant ses idées à cet égard. Au fur et à mesure que l'équipe de TPSGC chargée de l'engagement des clients collabore avec d'autres ministères et organismes, elle peut leur faire part des réalisations et des pratiques exemplaires d'organisations comme Statistique Canada, afin de contribuer à l'amélioration des achats à la grandeur du gouvernement.

Pour sa part, M. Fellegi conclut par un petit conseil. « Il y a tout un éventail d'éléments à mettre en place. Une organisation doit planifier ses achats d'après son plan d'affaires. De plus, elle devrait avoir une culture dans laquelle les employés comprennent l'objectif, c'est-à-dire économiser, et contribuent à le réaliser. Enfin, elle devrait comprendre un service d'approvisionnement centralisé d'un grand professionnalisme qui est seul à effectuer les achats. » **FA**

TPSGC

Services logistiques à l'œuvre

Aperçu de l'expertise de TPSGC en matière de planification d'événements, dans le cadre du Sommet des leaders nord-américains de 2007

L'été dernier, le Canada a accueilli les leaders de l'Amérique du Nord et leurs délégations respectives, à l'occasion d'un sommet de deux jours à Montebello (Québec).

Avant que le premier ministre Stephen Harper, le président des États-Unis George W. Bush et le président du Mexique Felipe Calderón arrivent pour discuter d'enjeux internationaux, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) s'est employé en coulisse à faciliter l'aménagement des lieux en fonction des besoins liés à l'événement, dans la mesure du possible.

Le Ministère a eu recours à son savoir-faire en matière de gestion d'événements pour planifier et organiser toute la logistique, entre autres négocier un contrat avec le Château Montebello et construire un mur de sécurité autour des lieux. Le groupe de Gestion des conférences et des événements, TPSGC, se spécialise dans la gestion des conférences et des événements d'envergure qui ont lieu au Canada.

« Nous avons développé une expertise unique dans ce domaine. En collaboration avec tous nos partenaires, nos employés mettent leurs connaissances, leur expérience et leur savoir-faire à contribution pour faire en sorte que ces événements se déroulent sans heurt », indique Lucie Lanctôt, directrice principale, Services de soutien opérationnel, TPSGC.

Le bureau de la Région du Québec de TPSGC a négocié un contrat avec le Château Montebello portant sur la location de l'hôtel et du terrain qui l'entoure sur une distance de 3,7 kilomètres, y compris des immeubles qui s'y trouvent. Les leaders invités et leurs délégués ont occupé les 221 chambres de l'hôtel, dont plusieurs ont été converties en bureaux pour les délégations. Le club de curling de l'hôtel a même été

transformé en un centre pour les médias et on a établi sur place des cliniques médicales temporaires.

Parmi les tâches les plus importantes dont l'équipe de planification de TPSGC a dû s'acquitter, citons la mise à niveau du réseau de télécommunication du Château Montebello.

En collaboration avec tous nos partenaires, nos employés mettent leurs connaissances, leur expérience et leur savoir-faire à contribution pour faire en sorte que ces événements se déroulent sans heurt

« La première fois que nous avons visité le Château, celui-ci n'avait aucune ligne de téléphone ni aucune connexion Internet à nous offrir », explique Jacques Joly, chef de projet de TPSGC pour le sommet.

« Le réseau de télécommunication du Château fonctionnait déjà à pleine capacité. »

En collaboration avec Bell Canada, le bureau de la Région du Québec de TPSGC a mis en place un réseau de télécommunication très sûr. En outre, Bell Canada a installé des postes de communication temporaires comptant 400 lignes téléphoniques et connexions Internet ainsi que 1 200 lignes de téléphones cellulaires.

« Ce que Bell et nos équipes ont réussi à faire n'est rien d'autre qu'un miracle, affirme M. Joly. En raison des contraintes liées à la sécurité et des demandes de dernière minute, plusieurs connexions et points d'accès Internet n'ont été installés que 48 heures avant le sommet. Et le tout a fonctionné à la perfection. »

Pour assurer une alimentation suffisante pendant les deux jours du sommet, les ingénieurs de TPSGC ont installé cinq grosses génératrices comme alimentation de secours.

« Notre expertise en télécommunication et en génie électrique s'est avérée utile à ce sommet, affirme M. Joly. Nos installations ont fonctionné à merveille et toutes les délégations invitées ont pu mener leurs activités sans problème. »

Même le premier ministre a été informé des efforts que TPSGC a déployés pour le sommet.

« Lorsque j'ai rencontré le premier ministre Harper, je lui ai dit que ce sommet n'aurait pas pu avoir lieu sans le dévouement et l'excellent travail de l'équipe de TPSGC », indique John Klassen, directeur exécutif du bureau d'Affaires étrangères et Commerce international Canada chargé de gérer l'événement.

Pour les besoins du sommet, la Direction générale des approvisionnements de TPSGC a loué un assortiment de meubles comprenant des draperies, des tapis rouges et des tables pour les repas. Par souci d'économie, elle a réutilisé du mobilier appartenant déjà au gouvernement.

Les organisateurs ont appliqué des pratiques écologiques à l'ensemble du processus de planification. Notamment, ils ont réduit le plus possible l'impression de documents et ils ont utilisé de l'encre végétale dans les imprimantes. Les délégations et les organisateurs ont reçu des stylos et des bouteilles d'eau biodégradables. Les stylos contenaient des graines de coquelicot et, une fois vidés de leur encre, ils pouvaient être plantés.

Une évaluation est en cours sur les torts à l'environnement qui ont pu découler du transport des dirigeants invités et de leurs délégations à Montebello. **FA**

Pour obtenir plus de renseignements sur la gestion des événements et des conférences, communiquez avec Lucie Lanctôt, au 819-775-4040.

Le saviez-vous?

Au fil des conférences et des événements que TPSGC a planifiés au Canada, il a développé une expertise unique en la matière. Le Ministère offre des services de gestion d'événements non seulement à ses partenaires fédéraux, mais aussi à des gouvernements de partout dans le monde.